



	Montants (millions de XPF)			Variations:			
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Décembre							
Monnaie fiduciaire	30 717	21 325	22 009	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 629	100	109	4,1 %	4,9 %
Dépôts à vue	196 908	209 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 017	191 051	211 586	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 765	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	528	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 738	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 058	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	780	392			106,0 %
Total M2				9 778	5,4 %	16,5 %	
M3 - M2				9 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°151 – Statistiques au 30/06/2012



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrémentés), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	4
1.1 L'évolution conjoncturelle internationale au premier trimestre 2012	4
1.2 L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au deuxième trimestre 2012	5
2. La masse monétaire et ses contreparties	9
2.1 La masse monétaire	9
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	9
2.3 La circulation fiduciaire	10
3. Les avoirs financiers des agents économiques	11
3.1 Les actifs par agent	11
Les avoirs des ménages	12
Les avoirs des sociétés	13
3.2 Les actifs par nature	14
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	15
L'endettement des ménages	16
L'endettement des entreprises	17
4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
Indicateurs globaux	22
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	25
L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit	25
7. La monétique et les échanges de valeurs	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeurs	26
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux d'intérêt légal	27
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	27
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	27
8.4 Taux de l'usure	28
Annexes méthodologiques	29

1. Synthèse

1.1 L'évolution conjoncturelle internationale au deuxième trimestre 2012

Au deuxième trimestre 2012, la reprise mondiale déjà molle donne des signes de faiblesses en raison des tensions financières persistantes en Europe et de la croissance moins forte que prévu des pays émergents. D'après les dernières projections du Fonds Monétaire International réalisées en juillet 2012, le taux de croissance de l'économie mondiale serait de 3,5 % en 2012 soit 0,1 point de moins que prévu en avril 2012.

La croissance américaine bien que positive à 0,4 % au deuxième trimestre, diminue par rapport au trimestre précédent (après +0,5 % au premier trimestre 2012). Le pouvoir d'achat des ménages américains serait en outre toujours soutenu par un marché du travail relativement dynamique (taux de chômage à 8,2 % en juin 2012).

En Asie, le Japon enregistre à son tour un ralentissement économique malgré l'augmentation des dépenses publiques et privées consécutive à la catastrophe de Fukushima. Sa croissance s'effrite, passant de 1,3 à 0,3 % entre le premier et le deuxième trimestre 2012. La progression des exportations, de l'ordre de 1,2 % au deuxième trimestre, reste trop faible pour couvrir celle des importations, à +1,6 %. La croissance chinoise enregistre son sixième trimestre consécutif de ralentissement (7,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2012, contre 8,1 % au premier trimestre) résultant essentiellement de la baisse de l'activité du commerce mondial mais aussi de la décélération de la demande intérieure.

Conséquence des tensions accrues sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et du renforcement de l'incertitude, l'activité dans la zone euro recule au deuxième trimestre (-0,2 % par rapport au trimestre précédent). L'Allemagne n'est également plus à l'abri du ralentissement économique qui affecte fortement les pays de la zone euro (+0,3 % au deuxième trimestre contre 0,5 % au trimestre précédent). Le taux de chômage en juin 2012 dans la zone euro est de 11,2 % (+ 1,2 point par rapport à juin 2011). Par ailleurs, l'écart entre le taux de chômage des États membres est particulièrement significatif, en effet la différence entre le taux de chômage le plus bas (en Autriche, 4,5 %) et le plus élevé (en Espagne, 24,8 %) est la plus importante de la dernière décennie.

Au deuxième trimestre 2012, comme au premier trimestre, le produit intérieur brut en France reste stable (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages reculent légèrement (-0,2 % après +0,2 %), tandis que la formation brute de capital fixe totale croît à nouveau (+0,6 %) après un repli au premier trimestre (-0,8 %). Les importations accélèrent nettement (+1,8 % après +0,6 %), tandis que les exportations restent peu dynamiques (+0,2 % après +0,1 %).

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de réduire le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt de 25 points de base, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %.

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé *Outright Monetary Transactions* -OMT- (en français : « Opérations monétaires en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'État qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro » afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème¹. Lors de la révision des taux des livrets d'épargne réglementés du 15 juillet 2012, le gouverneur de la Banque de France a décidé de maintenir le taux du livret A à 2,25 %.

Après avoir atteint un record à la mi-mars à 126 dollars le baril, le prix du pétrole (*Brent*) a connu une forte baisse au deuxième trimestre 2012 : en juin son cours s'est établi à 96,4 dollars (soit un repli de 23,5 % depuis la mi-mars). Toutefois, en juillet, le prix du baril s'est à nouveau fortement redressé (+ 6,0 % sur le mois). Par ailleurs, en raison de la sécheresse exceptionnelle aux États-Unis et de l'état actuel des cultures dans d'autres régions céréalières, les prix des matières premières alimentaires se sont nettement redressés (+ 7,7 % en juillet 2012 après - 1,8 % en juin).

¹ Pour davantage d'information sur ces décisions de la BCE :

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/declaration-introductive-06-09-2012-v2.pdf>

http://www.banque-france.fr/uploads/media/pr120906_fr.pdf

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/mesures-visant-a-preserver-la-disponibilite-des-garanties-06-09-2012-v2.pdf>

1.2 L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au deuxième trimestre 2012

- Une activité bancaire moins dynamique

L'activité économique de Wallis-et-Futuna marque le pas au deuxième trimestre 2012. La consommation des ménages est moins dynamique, impactée par l'accélération de la hausse des prix (+1,7 % sur le trimestre et +5,3 % sur un an). La distribution de crédit aux ménages demeure néanmoins bien orientée, mais progresse moins rapidement que les précédents trimestres (2,3 % contre 4,7 % au 1^{er} trimestre 2012 et 4,5 % au 4^{ème} trimestre 2011). L'investissement des entreprises faiblit, l'encours de crédit en leur faveur recule de 6,3 %, à moins de 800 millions de F CFP. Il s'agit de l'un des niveaux les plus faibles de ces cinq dernières années. L'activité des établissements de la place marque le pas, les crédits distribués restent relativement stables (+0,7 %) après de fortes progressions au 1^{er} trimestre 2012 (+3,3 %) et au 4^{ème} trimestre 2011 (+18,5 %).

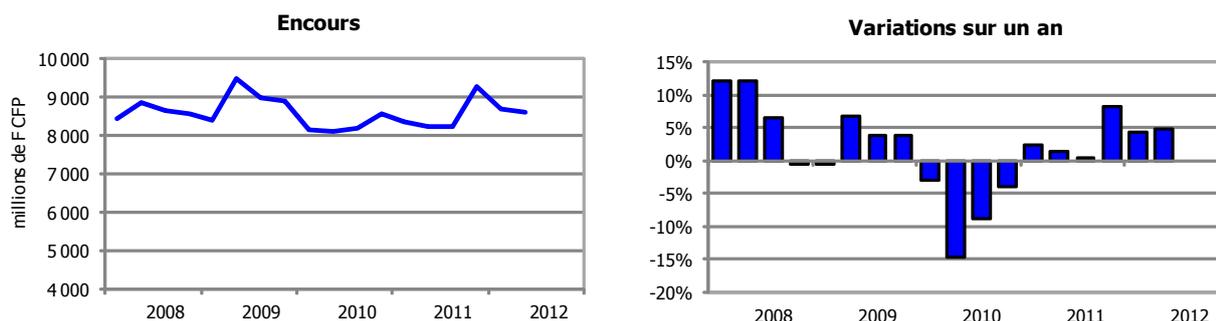
La masse monétaire s'élève, au 30 juin 2012, à 7 milliards de F CFP, en recul de 6,2 % sur le trimestre mais en progression de 3,3 % sur un an. Cette baisse trimestrielle résulte d'une diminution des dépôts à vue (-11,8 %).

- Un repli des actifs financiers au premier trimestre

À fin juin 2012, les actifs financiers des agents économiques de Wallis-et-Futuna s'établissent à 8,6 milliards de F CFP, en baisse de 1,2 % par rapport au précédent trimestre. Sur un an, les actifs augmentent de 4,7 %. Ce recul trimestriel s'explique par une nouvelle diminution des dépôts à vue (-11,8% sur le trimestre après -14,6 % au premier trimestre 2012).

A l'inverse, les placements liquides ou à court terme augmentent de 9,6 % au 30 juin 2012 après +2,6 % au 1^{er} trimestre 2012. L'épargne longue progresse de 2,0 % sur le trimestre mais reste stable sur un an (-0,1 %).

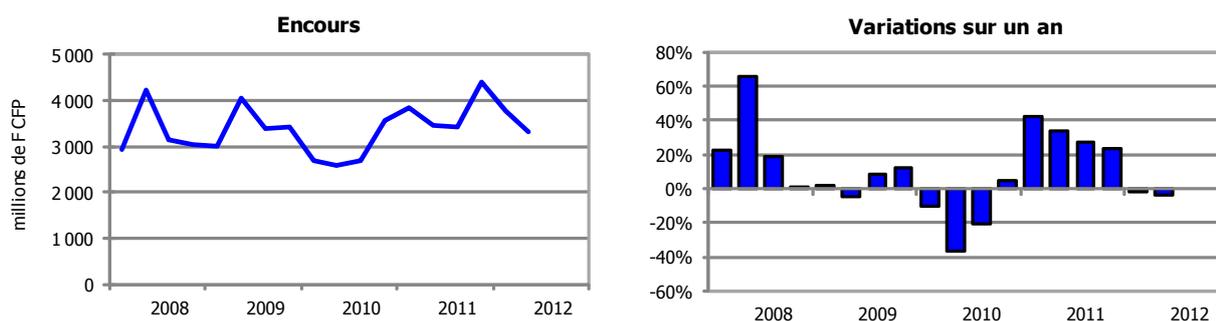
Total actifs financiers



Diminution des dépôts à vue

Les dépôts à vue atteignent 3,3 milliards de F CFP au 2^{ème} trimestre 2012, en baisse de 11,8 % par rapport au premier trimestre de l'année. Ce recul provient pour l'essentiel d'une diminution des dépôts des sociétés (-29,7 % sur le trimestre). L'encours des dépôts à vue ne représente plus que 38,6 % des actifs financiers ; il est inférieur à celui des placements liquides ou à court terme pour la première fois depuis juin 2010. Les dépôts à vue des autres agents économiques qui constituent 23,2 % de cette catégorie d'actifs progressent de 8,2 % tandis que ceux des ménages restent stables (-0,1 %).

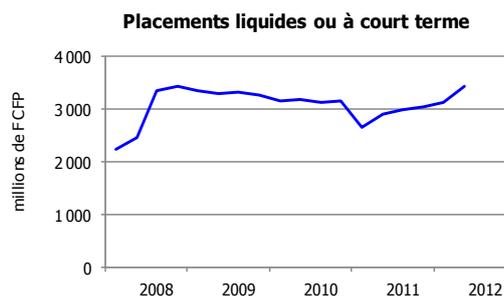
Dépôts à vue



Poursuite de l'augmentation des placements liquides ou à court terme

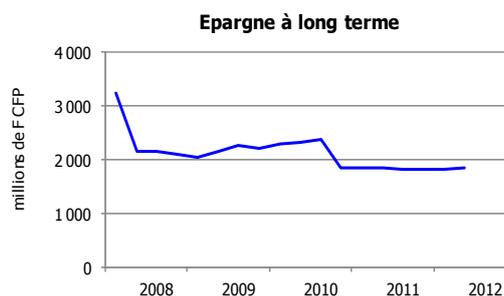
À fin juin 2012, l'encours des placements liquides ou à court terme s'élève à 3,4 milliards de F CFP, en hausse de 9,6 % sur le trimestre et de 18,0 % sur un an. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis décembre 2008.

Cette évolution résulte d'une progression des placements des entreprises qui atteignent 0,5 milliard de F CFP, soit 13,9 % de cette catégorie d'actifs. Les placements des collectivités restent stables (-0,1 %), à 2,3 milliards de F CFP.



Légère progression de l'épargne longue

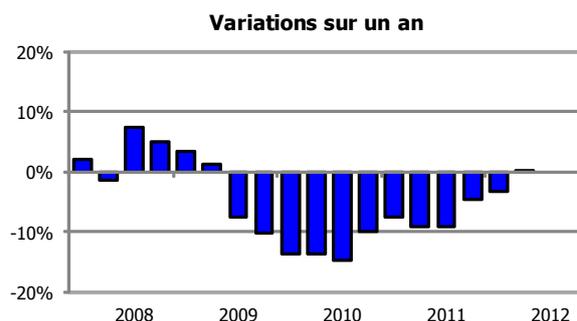
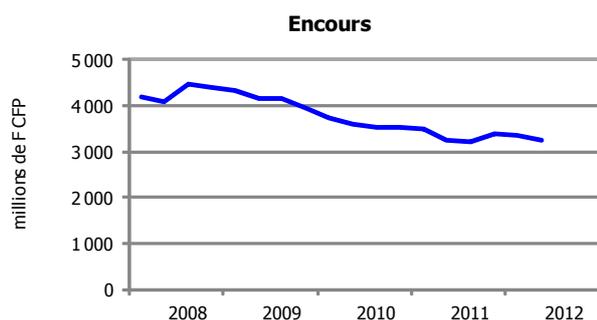
L'épargne longue progresse de 2,0 % par rapport au précédent trimestre, pour atteindre 1,9 milliard de F CFP. Les placements de long terme des ménages, qui regroupent 59 % de ces d'actifs, augmentent de 4,9 %. L'encours des collectivités diminue de 1,8 % sur le trimestre après avoir augmenté de 3,6 % au premier trimestre 2012.



- **L'activité de financement bancaire local marque le pas**

L'encours sain des crédits de l'ensemble des établissements intervenant à Wallis-et-Futuna atteint 2,8 milliards de F CFP, en recul de 3,2 % par rapport au précédent trimestre. La baisse des financements par les établissements de crédit non installés localement continue : l'encours sain diminue de 7,7 % sur le trimestre et de 20,1 % en glissement annuel. Il ne représente plus que 43 % des crédits accordés par l'ensemble des établissements, contre 56 % l'année dernière à la même période. À l'inverse, la progression des passifs des établissements locaux se poursuit mais dans une moindre mesure : +0,7 % après +3,3 % au premier trimestre. En glissement annuel, l'encours sain des établissements de crédit installés localement augmente ainsi de 32,5 % grâce à quelques opérations importantes de financement aux entreprises et une reprise des crédits aux ménages.

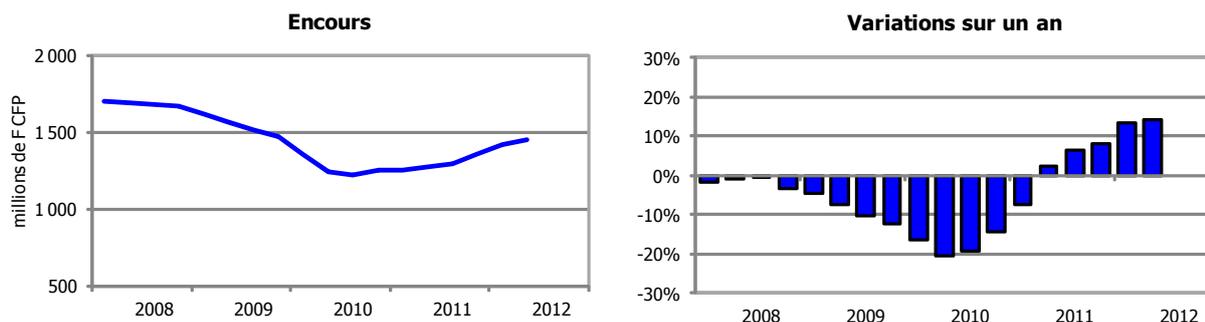
Encours de crédit brut



Poursuite de la progression des crédits aux ménages

Les concours accordés aux ménages continuent de progresser et s'élèvent à 1,45 milliard de F CFP, en hausse de 2,3 % sur le trimestre, après 4,7 % au 1^{er} trimestre 2012. Cette évolution est principalement portée par les crédits à la consommation (+5,8 % sur le trimestre après +4,4 % au 1^{er} trimestre 2012). Sur un an, les crédits à la consommation augmentent de 29,0 % et représentent dorénavant 82 % des crédits des ménages.

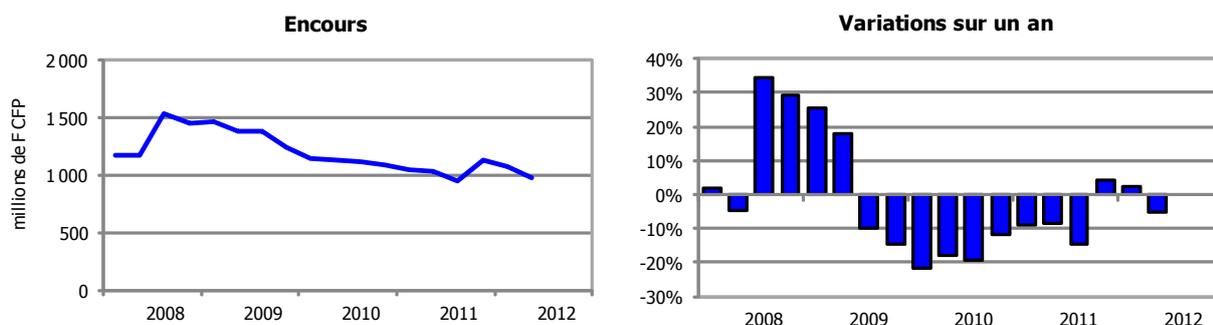
Encours de crédit sain des ménages



Diminution des crédits accordés aux entreprises

À fin juin 2012, l'encours de crédit des entreprises baisse de 9,0 % et s'élève à moins d'un milliard de F CFP. Cette baisse résulte d'une réduction de plus de moitié des crédits d'exploitation par les établissements bancaires de la place et d'une diminution de 6,1 % des crédits d'investissement accordés par les établissements non installés localement. L'encours de crédits aux entreprises accordés par ces établissements atteint ainsi son niveau le plus bas depuis sur les cinq dernières années (moins de 700 millions de F CFP).

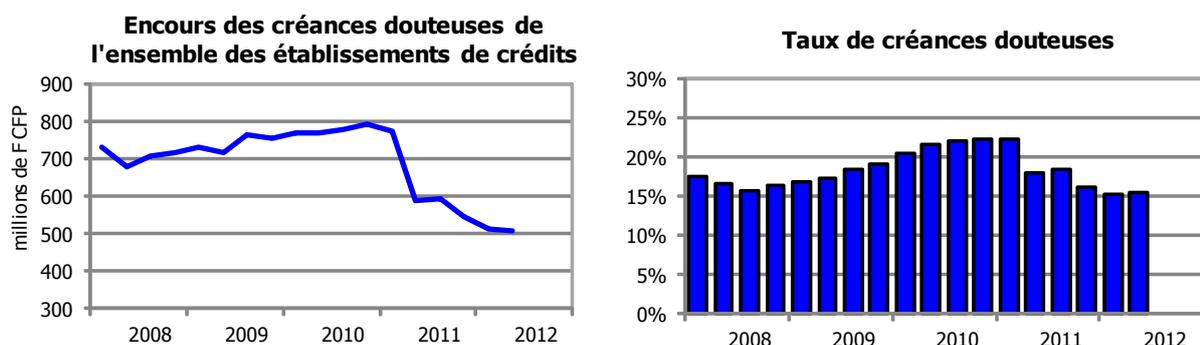
Encours de crédit sain des entreprises



- **Hausse des incidents de paiement par chèques**

À fin juin 2012, le taux de créances douteuses de tous les établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna s'établit à 15,6 %, soit 0,3 point de plus qu'au précédent trimestre mais 2,4 points de moins en glissement annuel. Le taux de créances douteuses brutes des établissements hors zone d'émission reste élevé, à 25,6 %. Ces établissements détiennent 81 % des créances douteuses brutes.

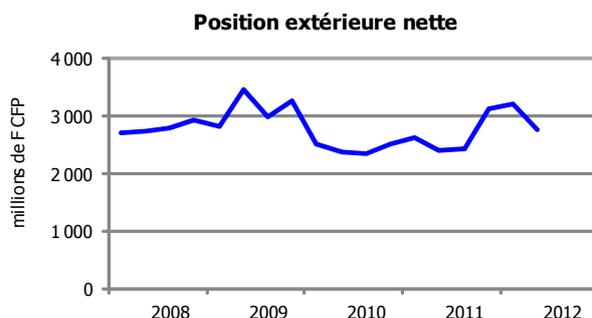
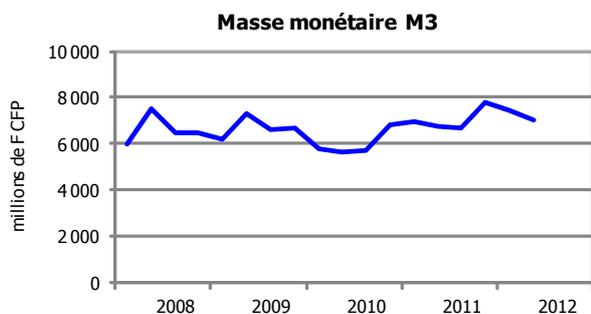
Après deux trimestres de recul, les incidents de paiement par chèques repartent à la hausse au 2^{ème} trimestre 2012 (369 incidents contre 205 au 1^{er} trimestre 2012). Il en résulte une progression de 6,5 % du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire.



- **Contraction de la masse monétaire**

Au 2^{ème} trimestre 2012, la masse monétaire M3 atteint 7 milliards de F CFP, en repli de 6,2 % par rapport au premier trimestre 2012, en raison d'une baisse des dépôts à vue (-11,8 %). Sur un an, la masse monétaire progresse de 3,3 %.

La position extérieure nette des établissements de crédit demeure excédentaire à 2,7 milliards de F CFP. Elle recule cependant de 14,3 % en lien avec une réduction des avoirs hors zone d'émission (-13,5 %).

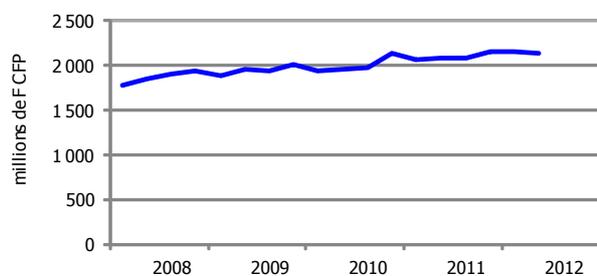


2. La masse monétaire et ses contreparties

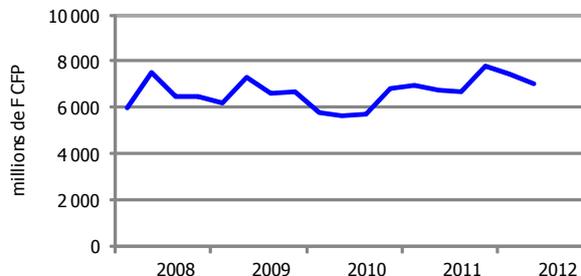
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 849	1 949	1 954	2 079	2 077	2 147	2 159	2 142	-0,8%	3,0%
<i>Billets</i>	1 848	1 948	1 953	2 079	2 078	2 147	2 159	2 143	-0,8%	3,1%
<i>Pièces</i>	1	0	1	0	-1	0	-1	-1		
Dépôts à vue	4 238	4 038	2 574	3 452	3 420	4 411	3 766	3 322	-11,8%	-3,8%
TOTAL M1	6 087	5 986	4 528	5 531	5 497	6 558	5 924	5 464	-7,8%	-1,2%
M2-M1	388	597	521	590	569	567	552	551	-0,3%	-6,7%
Comptes sur livrets	388	597	521	590	569	567	552	551	-0,3%	-6,7%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	6 475	6 583	5 049	6 122	6 066	7 125	6 477	6 015	-7,1%	-1,7%
M3-M2	1 023	722	617	652	628	691	984	985	0,0%	51,0%
Dépôts à terme	1 023	722	617	652	628	691	984	985	0,0%	51,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	7 498	7 305	5 666	6 774	6 694	7 815	7 461	6 999	-6,2%	3,3%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	7 498	7 305	5 666	6 774	6 694	7 815	7 461	6 999	-6,2%	3,3%

Circulation fiduciaire



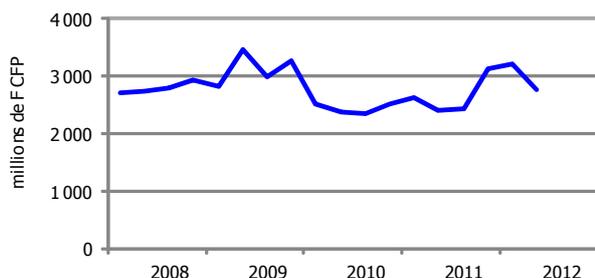
Masse monétaire M3



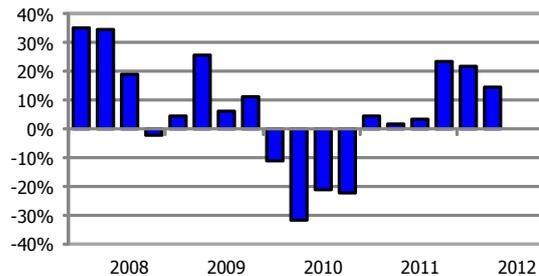
2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	5 932	6 740	6 705	5 907	5 753	6 700	7 058	6 176	-12,5%	4,6%
Institut d'émission	2 935	3 021	3 989	3 292	3 127	3 421	3 631	3 212	-11,6%	-2,4%
Etablissements de crédit	2 997	3 719	2 717	2 616	2 627	3 279	3 427	2 964	-13,5%	13,3%
Créances du Trésor public	1 956	856	683	1 508	1 314	1 457	834	933	11,8%	-38,2%
Concours sur ressources monétaires	-390	-291	-1 723	-642	-373	-342	-431	-109	-74,6%	-82,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 469	1 441	1 181	1 277	1 370	1 604	1 651	1 660	0,5%	29,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 860	1 732	2 904	1 919	1 743	1 946	2 082	1 769	-15,0%	-7,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	605	610	584	590	590	593	595	595	0,0%	0,9%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	96	90	94	92	93	94	91	91	-0,6%	-1,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	245	261	348	213	202	162	212	210	-0,9%	-1,4%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	914	771	1 878	1 024	858	1 097	1 184	874	-26,2%	-14,7%
Total M3	7 498	7 305	5 666	6 774	6 694	7 815	7 461	6 999	-6,2%	3,3%
Position extérieure nette	2 752	3 458	2 368	2 402	2 425	3 117	3 215	2 754	-14,3%	14,6%

position extérieure nette



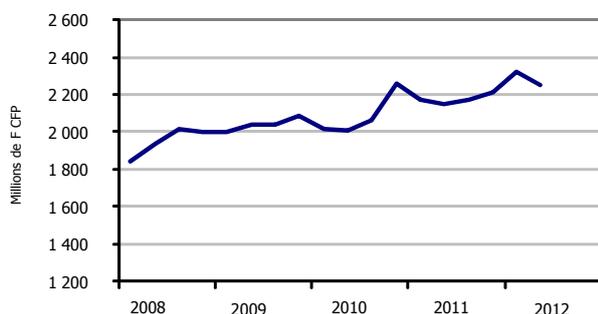
Variations sur un an



2.3 La circulation fiduciaire

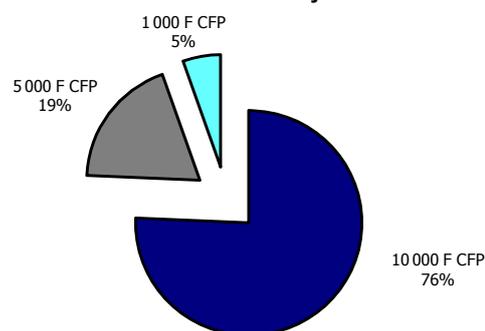
Emissions de billets									Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
En nombre	327 015	343 869	337 192	352 497	356 047	367 793	386 130	366 655	-5,0%	4,0%
10 000 F CFP	150 315	157 922	153 702	166 208	166 408	168 808	175 508	173 108	-1,4%	4,2%
5 000 F CFP	64 949	69 725	72 494	75 317	78 822	81 431	87 826	81 930	-6,7%	8,8%
1 000 F CFP	103 780	109 724	109 559	113 733	114 658	121 397	124 840	116 361	-6,8%	2,3%
500 F CFP	7 971	6 498	1 437	- 2 761	- 3 841	- 3 843	- 2 044	- 4 744	132,1%	71,8%
En millions de F CFP	1 936	2 041	2 009	2 151	2 171	2 215	2 318	2 255	-2,7%	4,8%
10 000 F CFP	1 503	1 579	1 537	1 662	1 664	1 688	1 755	1 731	-1,4%	4,2%
5 000 F CFP	325	349	362	377	394	407	439	410	-6,7%	8,8%
1 000 F CFP	104	110	109	114	115	121	125	116	-6,8%	2,3%
500 F CFP	4	3	1	- 1	- 2	- 2	- 1	- 2	132,1%	71,9%

Emission nette de billets en valeur



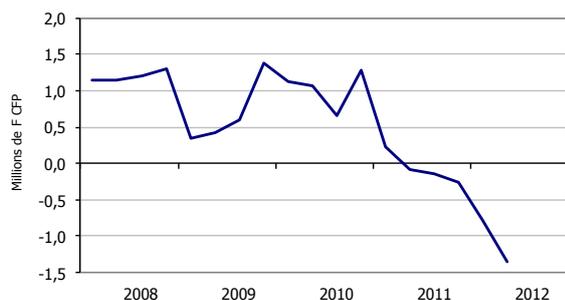
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets en FCFP à fin juin 2012



Emissions de pièces									Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
En nombre	823 785	874 346	955 161	995 250	1 007 050	1 035 045	1 042 210	1 038 508	-0,4%	4,3%
100 F CFP	-17 133	-24 615	-22 624	-33 881	-38 881	-37 381	-41 873	-46 873	11,9%	38,3%
50 F CFP	12 409	9 638	12 324	9 321	7 071	9 828	7 580	7 079	-6,6%	-24,1%
20 F CFP	-10 157	-11 670	-10 698	-14 952	-15 702	-13 952	-14 947	-15 947	6,7%	6,7%
10 F CFP	99 267	106 210	119 195	129 237	131 237	134 235	137 735	135 234	-1,8%	4,6%
5 F CFP	118 856	132 792	151 976	165 564	168 364	174 360	172 760	173 560	0,5%	4,8%
2 F CFP	235 270	250 742	268 743	282 729	288 729	293 728	297 728	299 228	0,5%	5,8%
1 F CFP	385 273	411 249	436 245	457 232	466 232	474 227	483 227	486 227	0,6%	6,3%
En millions de F CFP	1,15	0,43	1,07	-0,08	-0,15	-0,25	-0,79	-1,35	71,2%	1584,3%
100 F CFP	-1,71	-2,46	-2,26	-3,39	-3,39	-3,74	-4,19	-4,69	11,9%	38,4%
50 F CFP	0,62	0,48	0,62	0,47	0,35	0,49	0,38	0,35	-6,6%	-24,0%
20 F CFP	-0,20	-0,23	-0,21	-0,30	-0,31	-0,28	-0,30	-0,32	6,7%	6,7%
10 F CFP	0,99	1,06	1,19	1,29	1,31	1,34	1,38	1,35	-1,8%	4,7%
5 F CFP	0,59	0,66	0,76	0,83	0,84	0,87	0,86	0,87	0,5%	4,9%
2 F CFP	0,47	0,50	0,54	0,57	0,58	0,59	0,60	0,60	0,5%	5,9%
1 F CFP	0,39	0,41	0,44	0,46	0,47	0,47	0,48	0,49	0,6%	6,4%

Emission nette de pièces en valeur



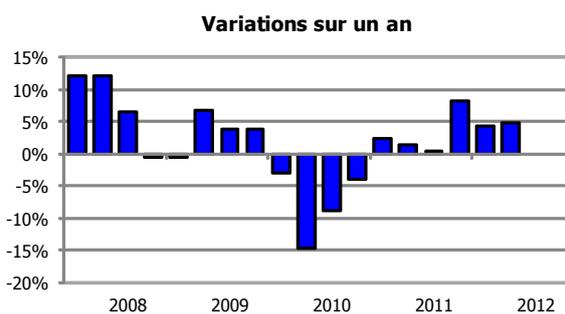
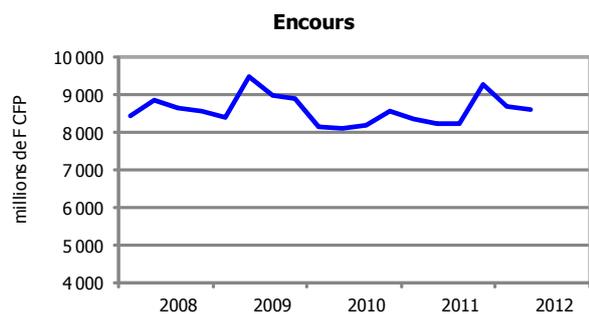
Source: IEOM

3. Les avoirs financiers des agents économiques

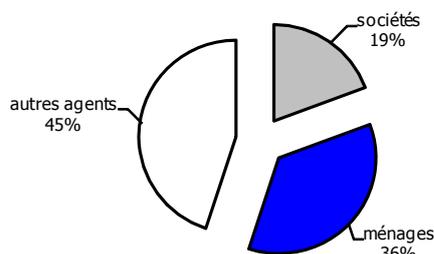
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de F CFP									Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Sociétés	1 790	2 574	1 292	1 368	1 480	2 289	1 860	1 665	-10,5%	21,7%	
Dépôts à vue	1 159	2 108	837	830	1 046	1 794	1 688	1 188	-29,7%	43,1%	
Placements liquides ou à court terme	485	334	287	538	434	495	172	477	177,9%	-11,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0			
Placements indexés sur les taux du marché	485	334	287	538	434	495	172	477	177,9%	-11,3%	
<i>dont comptes à terme</i>	475	316	287	315	285	346	22	27	22,7%	-91,4%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	10	17	0	223	149	149	150	450	200,7%	102,0%	
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
Epargne à long terme	146	133	167	0	0	0	0	0			
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ménages	2 982	2 882	2 909	2 882	2 913	3 040	3 023	3 071	1,6%	6,5%	
Dépôts à vue	1 408	1 286	1 235	1 228	1 264	1 390	1 365	1 363	-0,1%	11,0%	
Placements liquides ou à court terme	768	782	729	598	598	590	614	612	-0,4%	2,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	373	584	498	540	535	525	526	527	0,1%	-2,5%	
<i>Livrets ordinaires</i>	373	584	498	540	535	525	526	527	0,1%	-2,5%	
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
Placements indexés sur les taux du marché	395	198	232	58	63	66	88	85	-3,1%	47,4%	
<i>dont comptes à terme</i>	270	126	50	58	63	66	88	85	-4,1%	45,9%	
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>dont OPCVM monétaires</i>	125	73	181	0	0	0	0	1			
Epargne à long terme	807	814	945	1 056	1 051	1 060	1 044	1 095	4,9%	3,7%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0			
<i>Portefeuille-titres</i>	14	12	13	15	10	10	12	10	-14,7%	-30,4%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	85	50	68	111	95	104	113	109	-3,5%	-1,5%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	708	752	863	930	947	946	919	976	6,2%	4,9%	
Autres agents	4 100	4 028	3 895	3 966	3 822	3 935	3 828	3 869	1,1%	-2,4%	
Dépôts à vue	1 670	644	502	1 394	1 111	1 227	713	771	8,2%	-44,7%	
Placements liquides ou à court terme	1 218	2 172	2 182	1 766	1 949	1 958	2 337	2 334	-0,1%	32,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	15	13	23	50	34	42	26	24	-7,8%	-51,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	1 204	2 159	2 159	1 716	1 916	1 916	2 311	2 309	0,0%	34,6%	
<i>dont comptes à terme</i>	279	280	279	279	279	279	874	873	-0,1%	212,7%	
Epargne à long terme	1 211	1 211	1 211	806	762	751	778	764	-1,8%	-5,2%	
TOTAL	8 872	9 484	8 096	8 215	8 216	9 265	8 711	8 604	-1,2%	4,7%	
Dépôts à vue	4 238	4 038	2 574	3 452	3 420	4 411	3 766	3 322	-11,8%	-3,8%	
Placements liquides ou à court terme	2 471	3 288	3 198	2 902	2 982	3 043	3 123	3 423	9,6%	18,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	388	597	521	590	569	567	552	551	-0,3%	-6,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	2 083	2 692	2 678	2 311	2 413	2 476	2 570	2 872	11,7%	24,3%	
Epargne à long terme	2 164	2 158	2 323	1 862	1 814	1 811	1 822	1 859	2,0%	-0,1%	

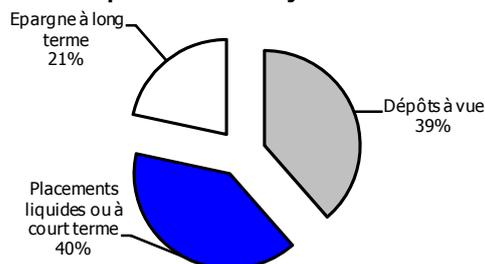
Total actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique au 30 juin 2012

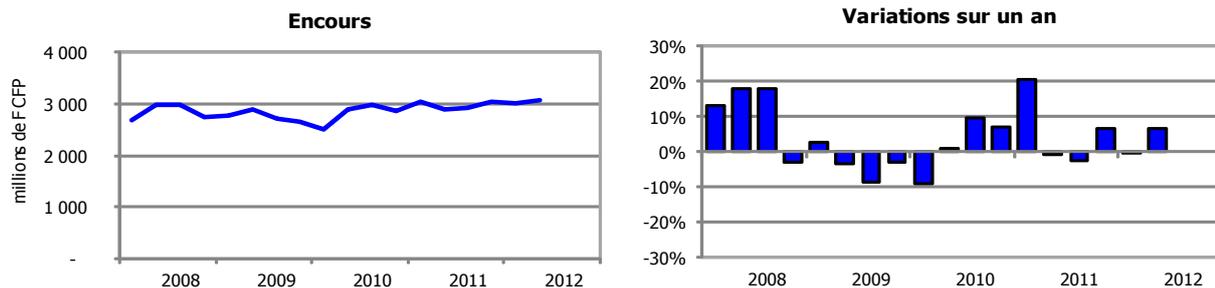


Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2012

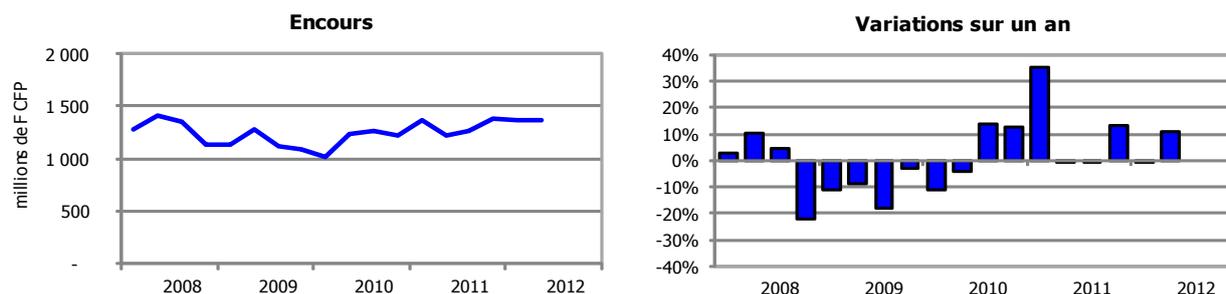


Les avoirs des ménages

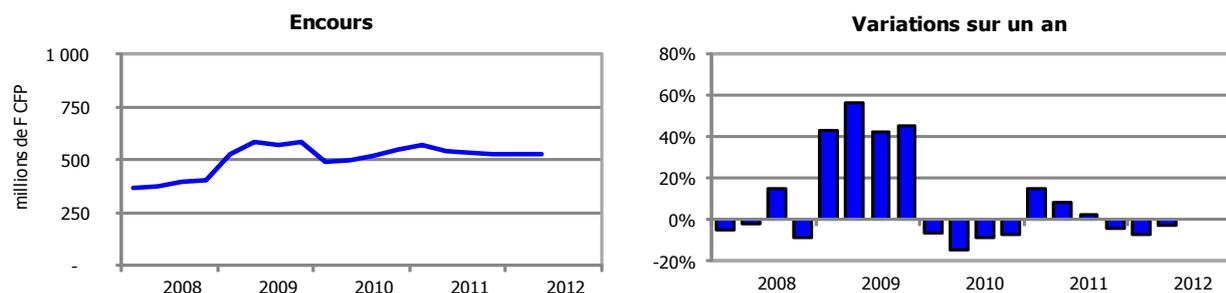
Total actifs financiers des ménages



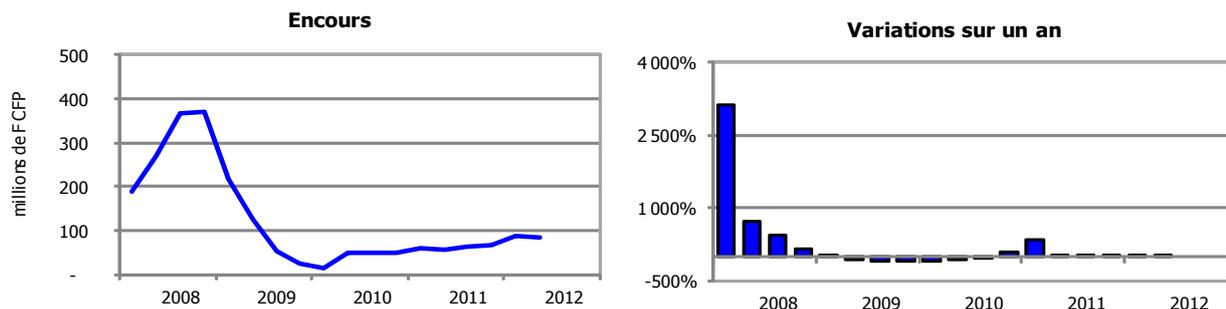
Dépôts à vue



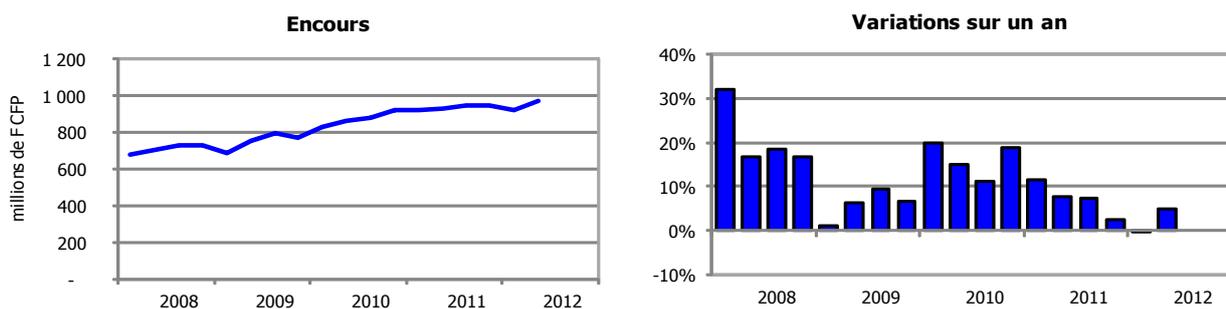
Livrets ordinaires



Dépôts à terme

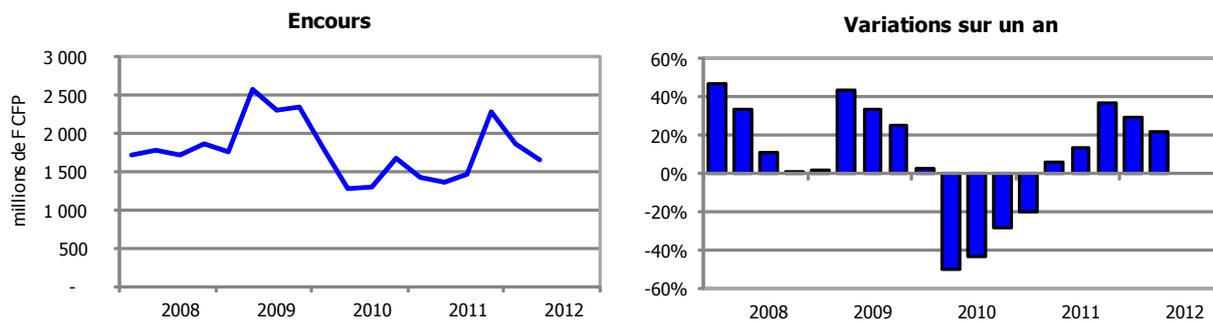


Contrats d'assurance-vie

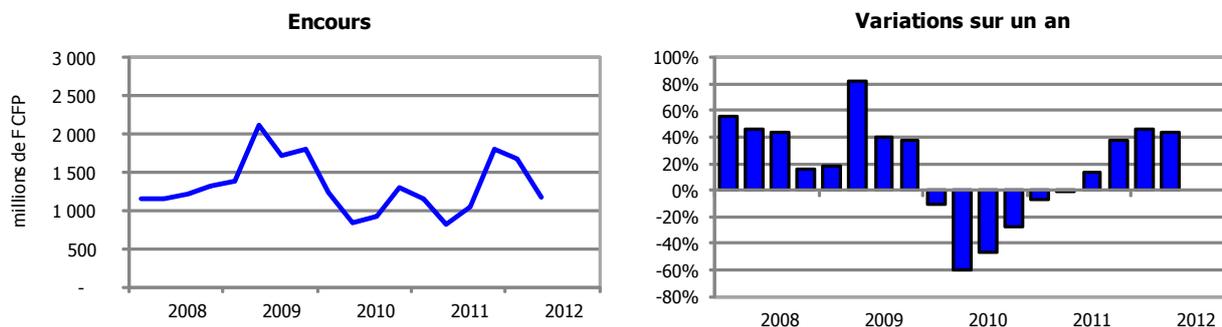


Les avoirs des sociétés

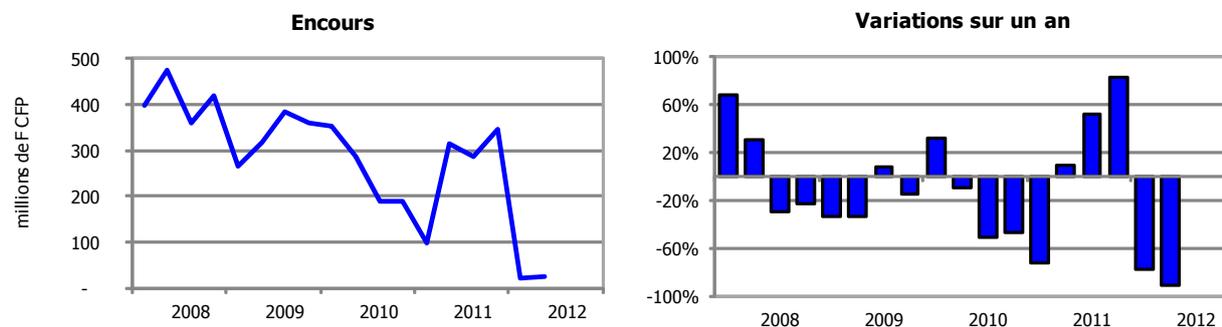
Total actifs financiers des sociétés



Dépôts à vue des sociétés



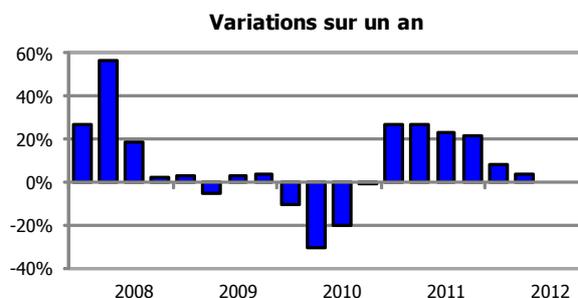
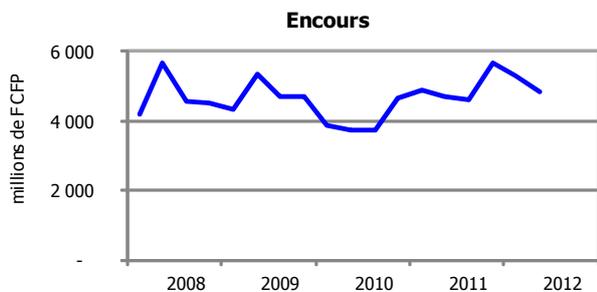
Dépôts à terme des sociétés



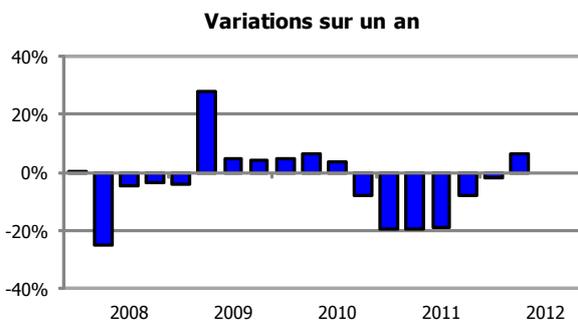
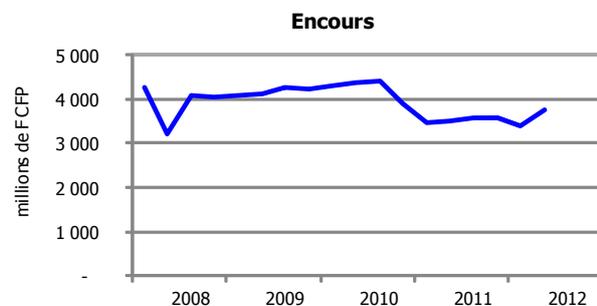
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Dépôts locaux	5 649	5 356	3 712	4 695	4 617	5 668	5 302	4 858	-8,4%	3,5%
Dépôts à vue	4 238	4 038	2 574	3 452	3 420	4 411	3 766	3 322	-11,8%	-3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	388	597	521	590	569	567	552	551	-0,3%	-6,7%
Livrets ordinaires	388	597	521	590	569	567	552	551	-0,3%	-6,7%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	1 023	722	617	652	628	691	984	985	0,0%	51,0%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	3 224	4 128	4 384	3 521	3 599	3 596	3 408	3 747	9,9%	6,4%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	14	12	13	15	10	10	12	10	-14,7%	-30,4%
Obligations	1 357	1 344	1 379	806	762	751	778	764	-1,8%	-5,2%
OPCVM monétaires	1 060	1 970	2 061	1 659	1 785	1 786	1 586	1 887	19,0%	13,7%
OPCVM non monétaires	85	50	68	111	95	104	113	109	-3,5%	-1,5%
Contrats d'assurance-vie	708	752	863	930	947	946	919	976	6,2%	4,9%
TOTAL	8 872	9 484	8 096	8 215	8 216	9 265	8 711	8 604	-1,2%	4,7%

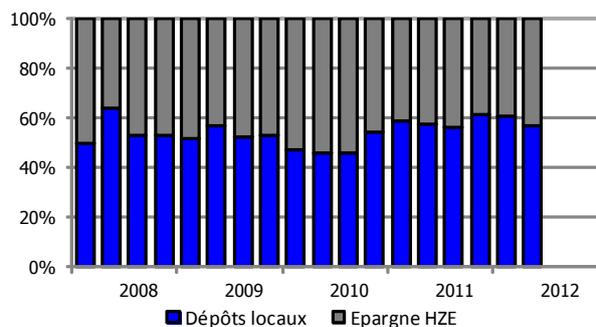
Dépôts locaux



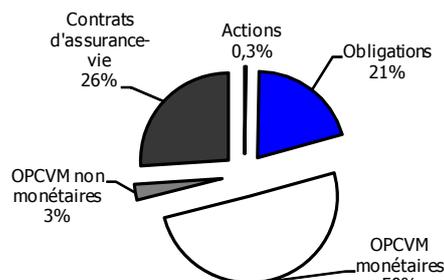
Epargne Hors Zone d'émission



Répartition dépôts locaux / Epargne HZE



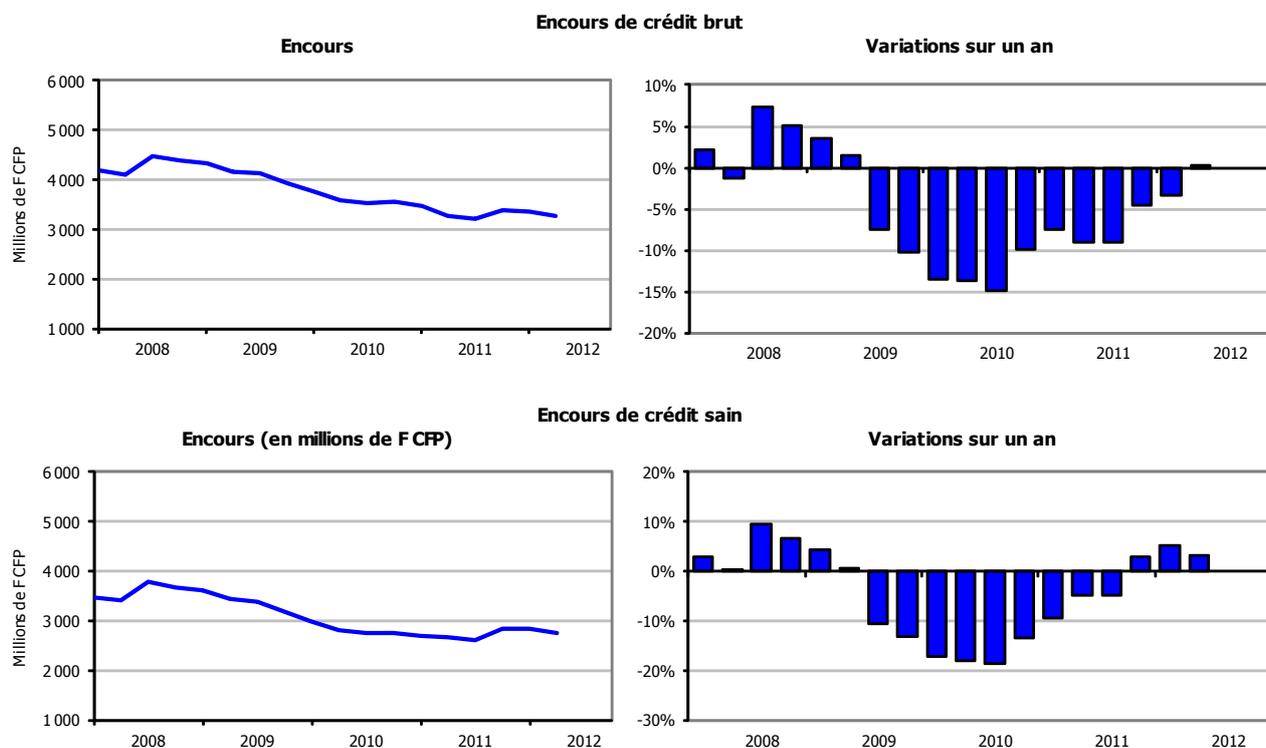
Répartition de l'épargne hors zone d'émission au 30 juin 2012



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

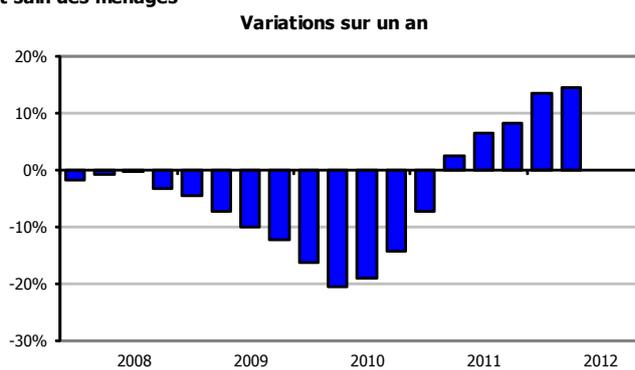
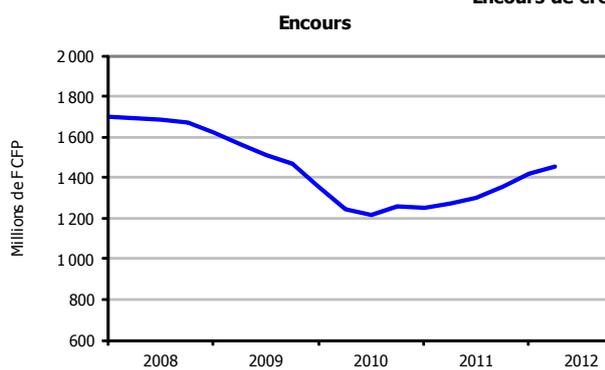
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	1 169	1 380	1 132	1 033	955	1 137	1 074	978	-9,0%	-5,3%
Crédits d'exploitation	200	166	66	146	66	88	71	31	-55,9%	-78,7%
Créances commerciales	0	0	0	82	0	12	0	0		
Crédits de trésorerie	17	16	0	0	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	3	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	184	149	66	64	66	76	71	31	-55,9%	-51,3%
Affecturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	935	1 193	1 011	847	808	843	805	754	-6,3%	-11,0%
Crédits à l'équipement	935	1 193	1 011	847	808	843	805	754	-6,3%	-11,0%
dont entrepreneurs individuels	31	24	70	68	70	65	61	56	-7,2%	-16,7%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	46	139	136	133	-1,9%	
Autres crédits	34	22	54	39	35	67	63	59	-5,8%	51,1%
Ménages	1 690	1 563	1 242	1 272	1 298	1 357	1 420	1 453	2,3%	14,3%
Crédits à la consommation	1 012	995	823	919	977	1 073	1 121	1 186	5,8%	29,0%
Crédits de trésorerie	993	978	801	896	961	1 063	1 104	1 169	5,9%	30,5%
Comptes ordinaires débiteurs	19	17	22	23	16	11	17	17	-3,2%	-27,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	672	565	418	353	321	283	299	268	-10,6%	-24,0%
Autres crédits	6	4	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	403	365	341	289	289	273	273	274	0,3%	-5,4%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	403	365	341	289	289	273	273	274	0,3%	-5,4%
Crédits à l'équipement	403	365	341	289	289	273	273	274	0,3%	-5,4%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	153	123	100	80	80	67	79	52	-34,3%	-35,1%
Total encours sain	3 415	3 432	2 814	2 674	2 621	2 833	2 847	2 757	-3,2%	3,1%
Créances douteuses brutes	677	718	769	586	592	547	514	508	-1,0%	-13,3%
Créances douteuses nettes	315	316	330	293	298	283	276	284	3,0%	-3,1%
dont entreprises	231	216	214	202	205	201	199	203	1,8%	0,6%
dont ménages	82	96	116	91	93	82	76	81	6,1%	-11,1%
Provisions	363	402	439	293	294	264	238	225	-5,6%	-23,4%
Total encours brut	4 093	4 150	3 583	3 260	3 214	3 380	3 361	3 268	-2,8%	0,2%
Taux de créances douteuses	16,6%	17,3%	21,5%	18,0%	18,4%	16,2%	15,3%	15,6%	0,3 pt	-2,4 pt
Taux de provisionnement	53,5%	55,9%	57,1%	50,0%	49,7%	48,2%	46,3%	44,2%	-2,2 pt	-5,9 pt

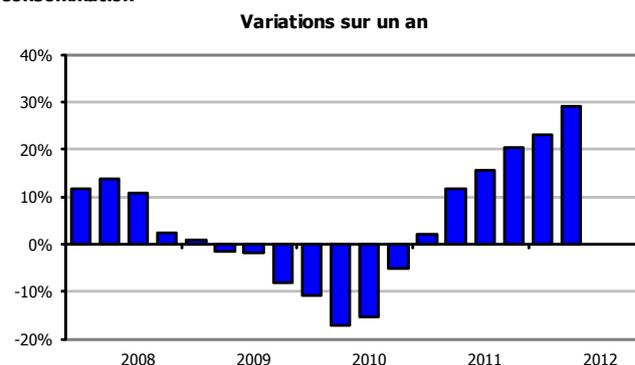
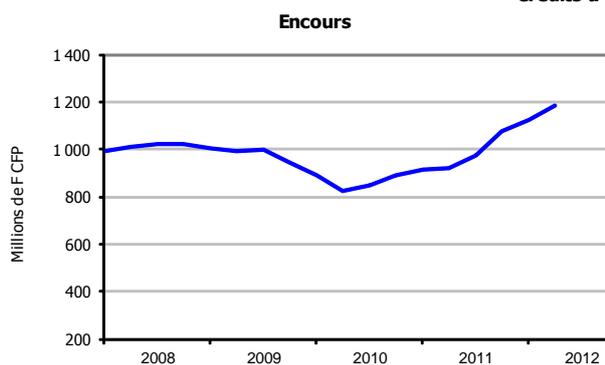


L'endettement des ménages

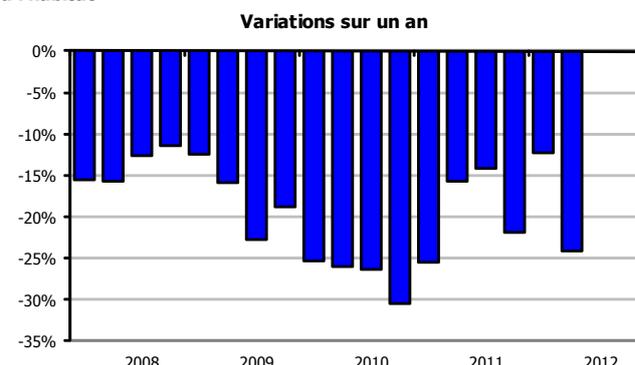
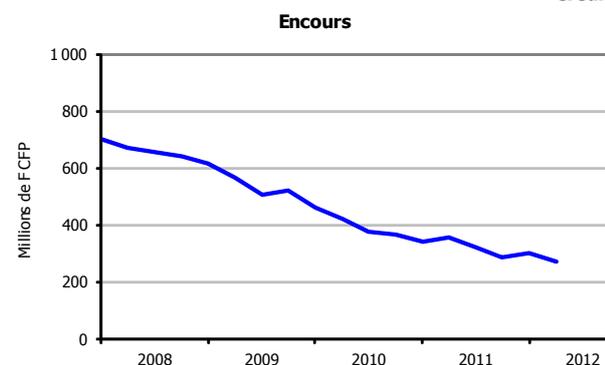
Encours de crédit sain des ménages



Crédits à la consommation

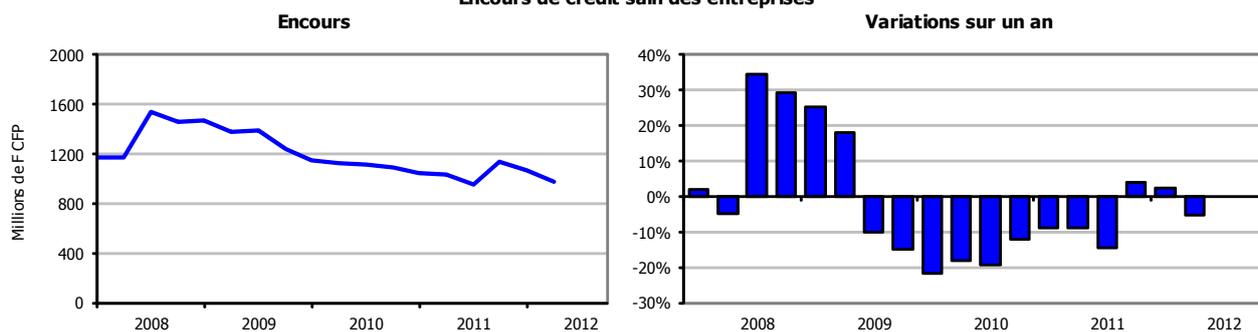


Crédits à l'habitat

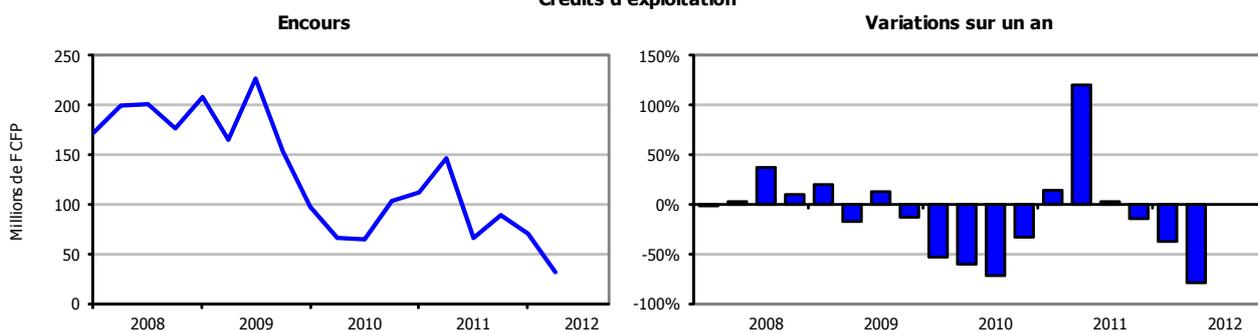


L'endettement des entreprises

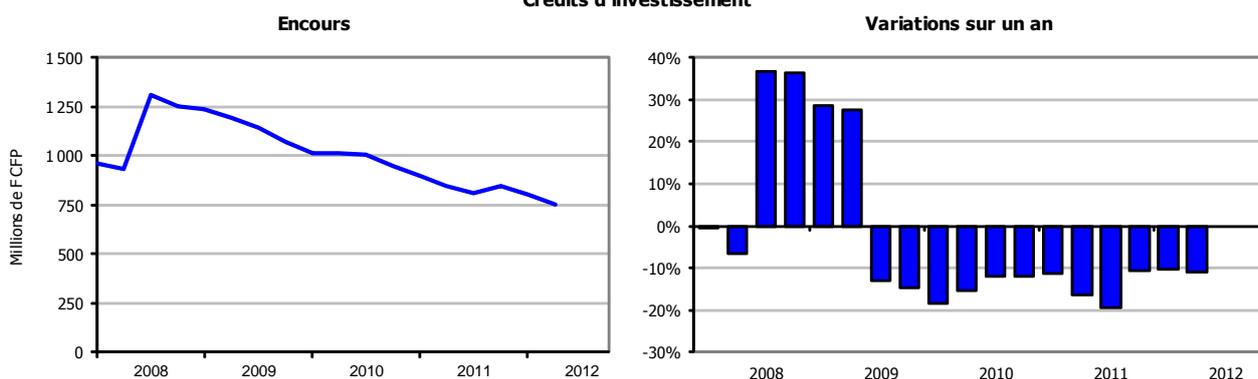
Encours de crédit sain des entreprises



Crédits d'exploitation

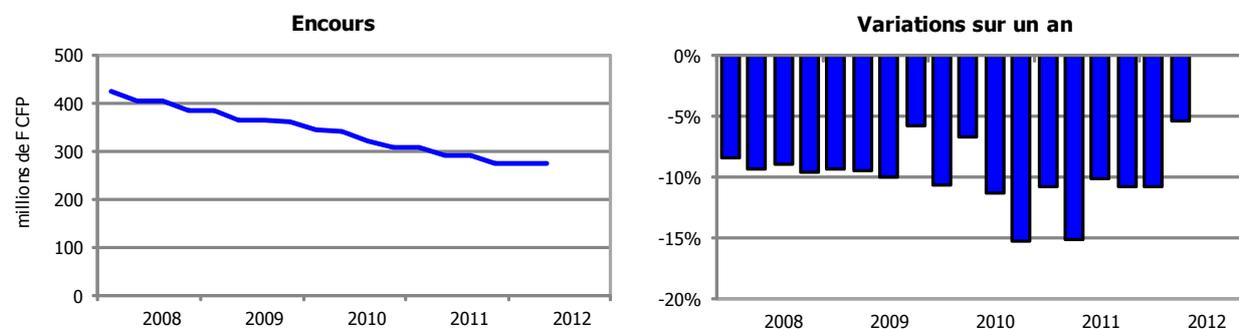


Crédits d'investissement



L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain des collectivités

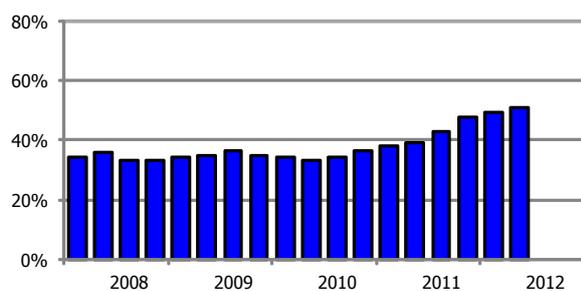


4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

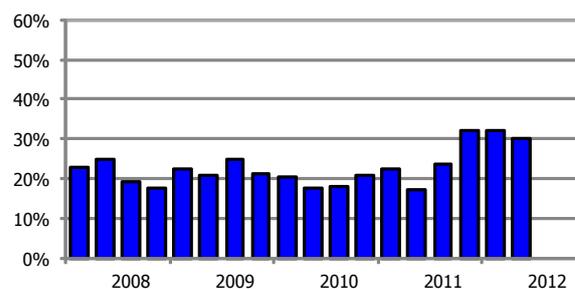
Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	291	287	201	180	225	366	347	295	-15,0%	64,0%
Crédits d'exploitation	184	163	60	64	66	88	71	31	-55,9%	-51,2%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	12	0	0		
Crédits de trésorerie	0	16	0	0	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	3	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	184	147	60	64	66	76	71	31	-55,9%	-51,2%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	74	102	87	77	78	71	77	71	-8,1%	-7,3%
Crédits à l'équipement	74	102	87	77	78	71	77	71	-8,1%	-7,3%
dont entrepreneurs individuels	26	20	65	64	66	62	58	53	-7,6%	-16,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	46	139	136	133	-1,9%	
Autres crédits	34	22	54	39	35	67	63	59	-5,8%	51,1%
Ménages	1 071	1 054	880	988	1 032	1 126	1 194	1 256	5,2%	27,1%
Crédits à la consommation	1 012	995	823	919	977	1 073	1 121	1 186	5,8%	29,0%
Crédits de trésorerie	993	978	801	896	961	1 063	1 104	1 169	5,9%	30,5%
Comptes ordinaires débiteurs	19	17	22	23	16	11	17	17	-3,2%	-27,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	59	59	57	69	56	53	73	70	-3,9%	1,8%
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	10	4	3	12	12	12	12	13	4,3%	4,6%
Total encours sain	1 372	1 345	1 084	1 180	1 269	1 504	1 554	1 564	0,7%	32,5%
Créances douteuses brutes	97	96	97	97	101	99	97	96	-1,4%	-1,2%
Créances douteuses nettes	1	6	3	5	8	6	6	5	-14,0%	1,7%
dont entreprises	0	0	0	0	2	1	1	0		
dont ménages	1	6	3	5	6	5	5	5	-9,4%	-6,1%
Provisions	96	90	94	92	93	94	91	91	-0,6%	-1,3%
Total encours brut	1 469	1 441	1 181	1 277	1 370	1 604	1 651	1 660	0,5%	29,9%
Taux de créances douteuses	6,6%	6,7%	8,2%	7,6%	7,3%	6,2%	5,9%	5,8%	-0,1 pt	-1,8 pt
Taux de provisionnement	99,0%	93,6%	97,3%	94,7%	92,1%	94,3%	93,8%	94,5%	0,8 pt	-0,2 pt

Part de marché des établissements de la zone d'émission

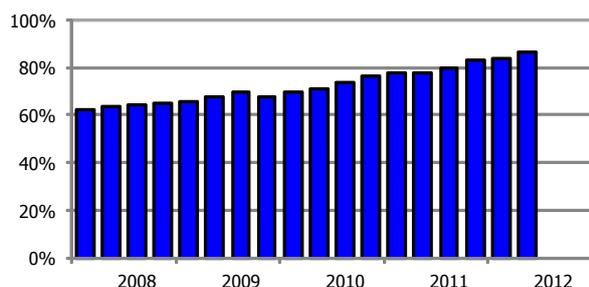
Encours de crédit brut total



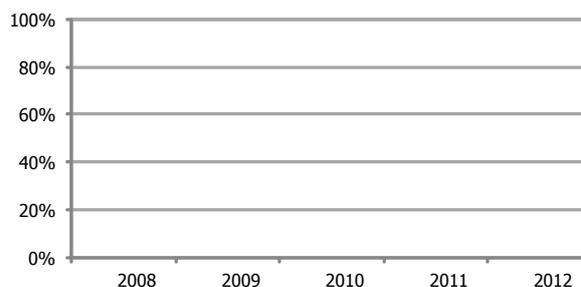
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



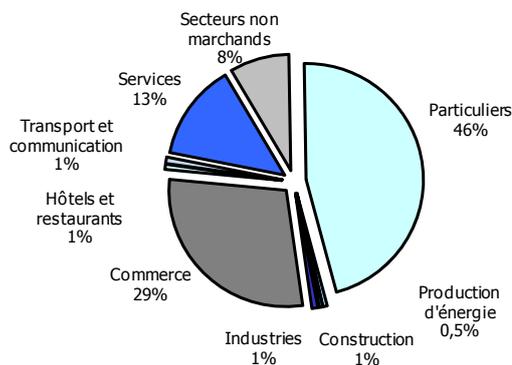
Encours de crédit aux collectivités



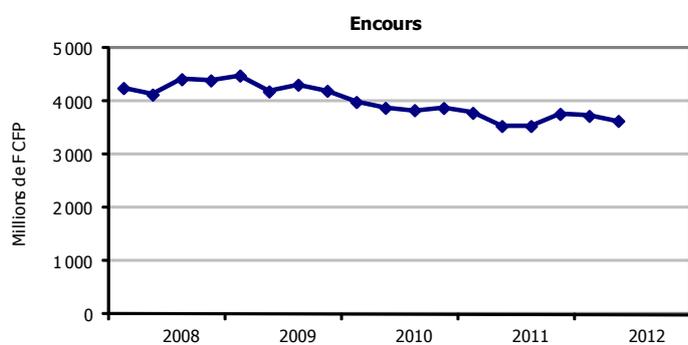
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

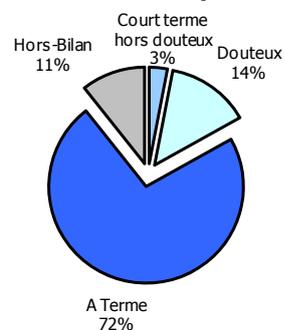
Répartition des risques sectoriels au 30 juin 2012



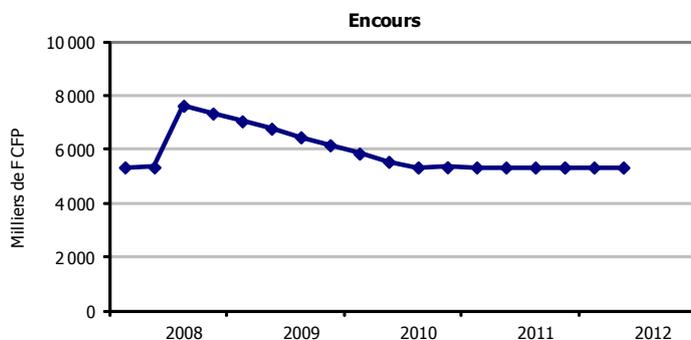
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



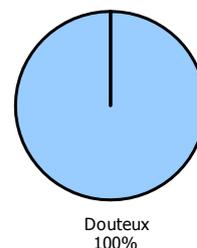
Structure en % au 30 juin 2012



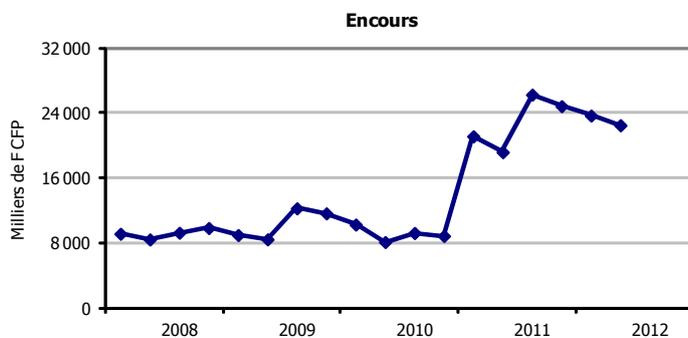
Agriculture, élevage et pêche



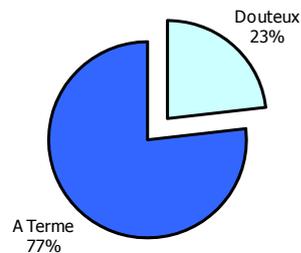
Structure en % au 30 juin 2012



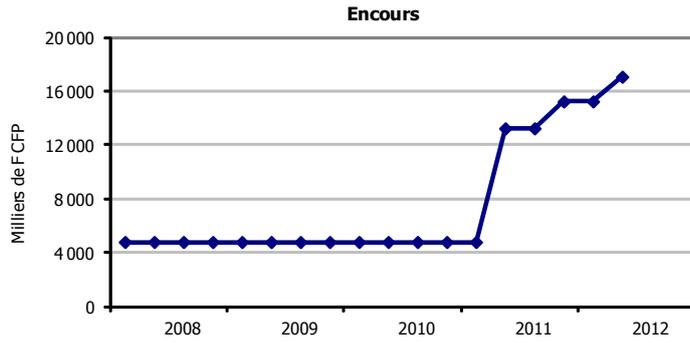
Industries



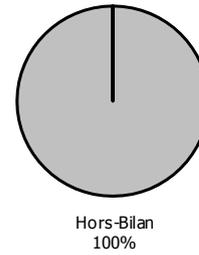
Structure en % au 30 juin 2012



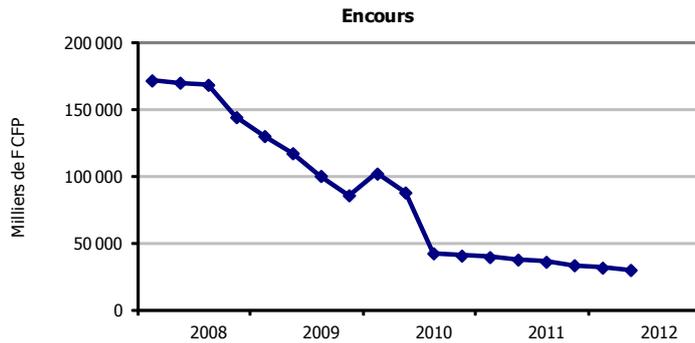
Production d'électricité, d'eau et de gaz



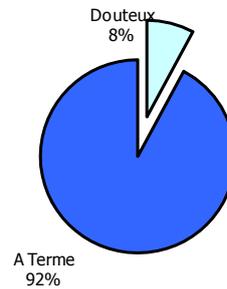
Structure en % au 30 juin 2012



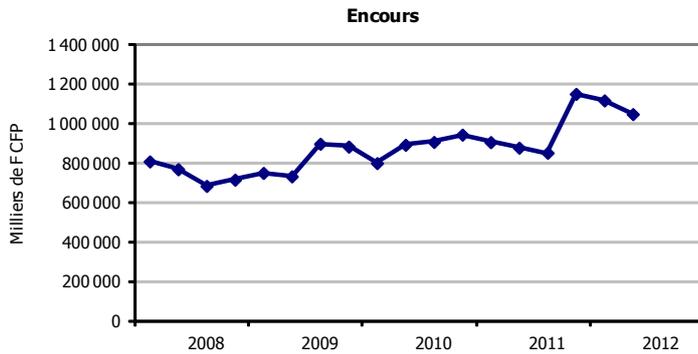
Construction et BTP



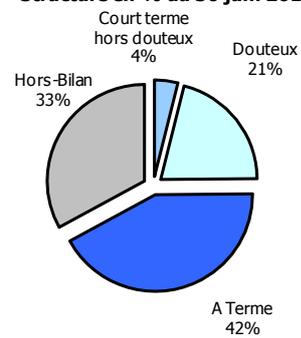
Structure en % au 30 juin 2012



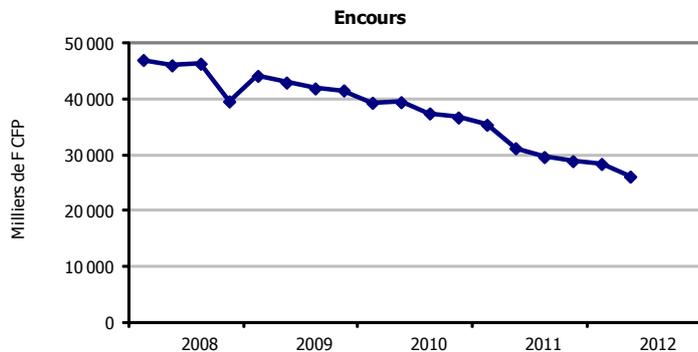
Commerce



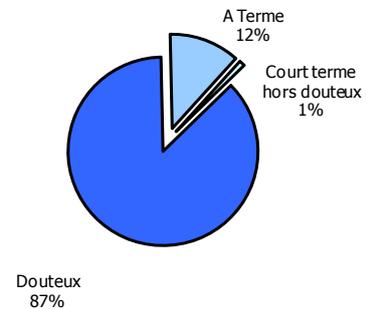
Structure en % au 30 juin 2012



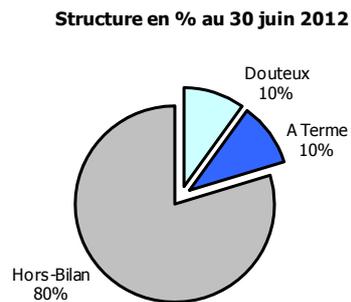
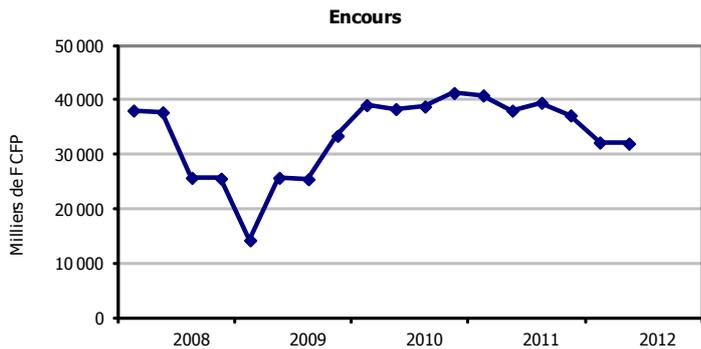
Hôtels et restaurants



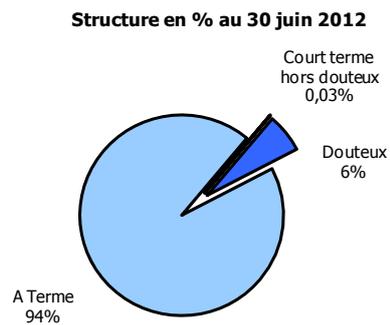
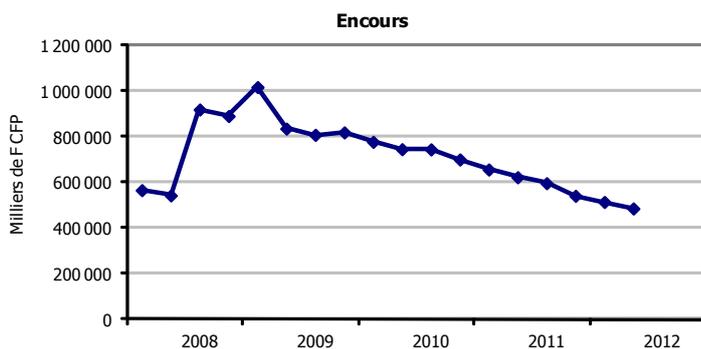
Structure en % au 30 juin 2012



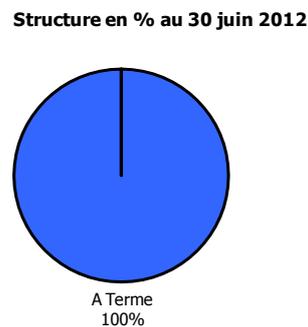
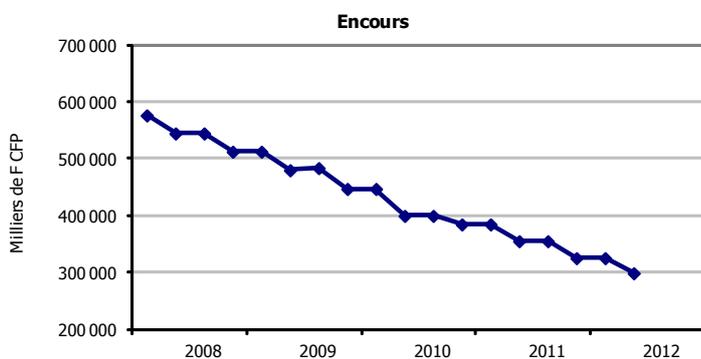
Transport et communication



Services



Secteurs non marchands

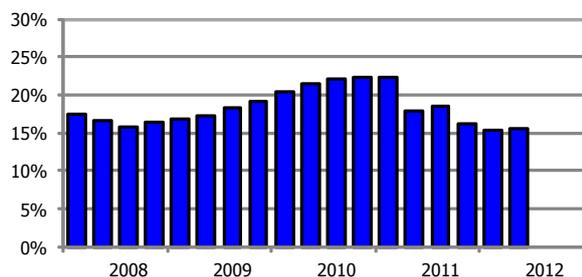


5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

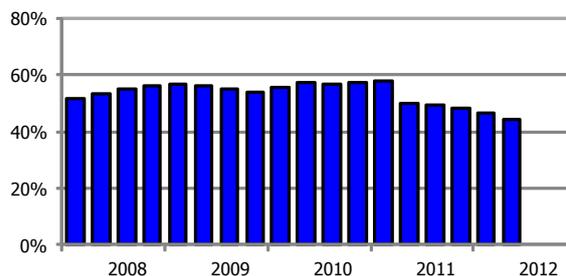
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses



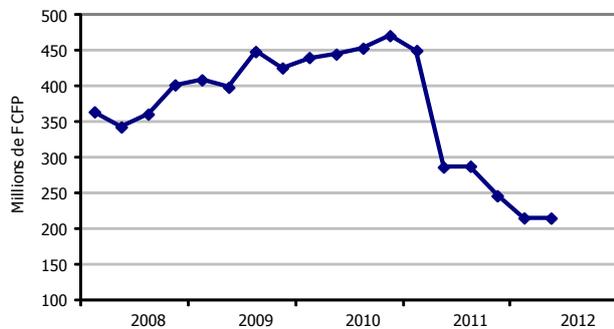
Taux de provisionnement



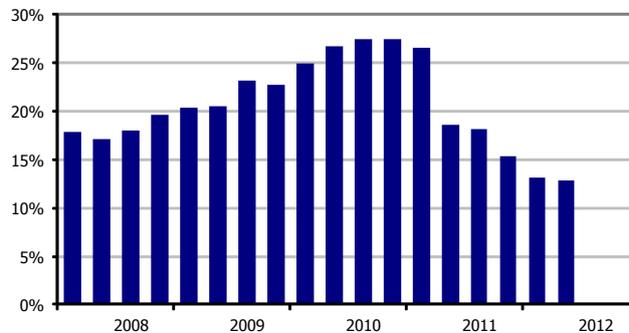
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarées au SCR

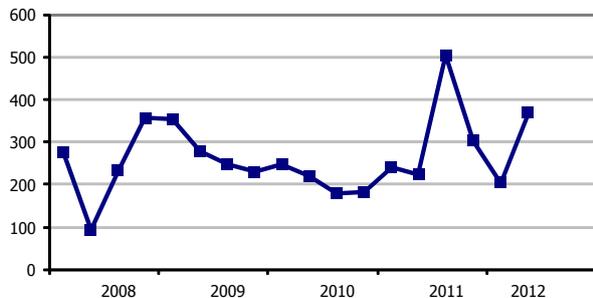
Encours des créances douteuses



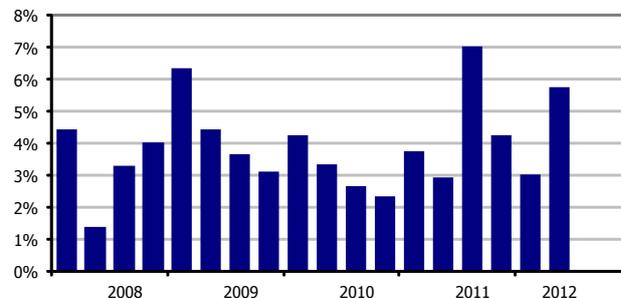
Taux de créances douteuses



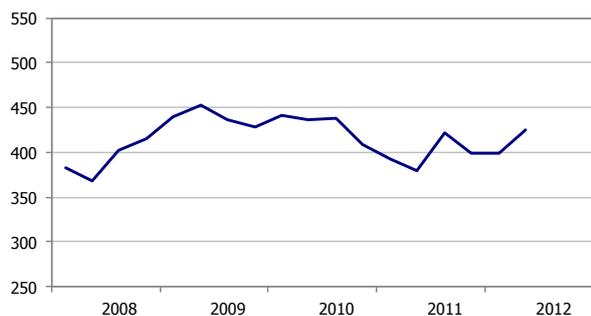
Incidents de paiements par chèques sur le trimestre (en nombre)



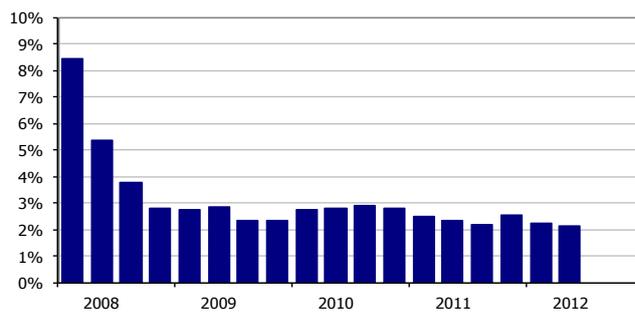
Taux de risques sur paiement par chèques (Nombre d'incidents rapporté sur des chèques compensés)



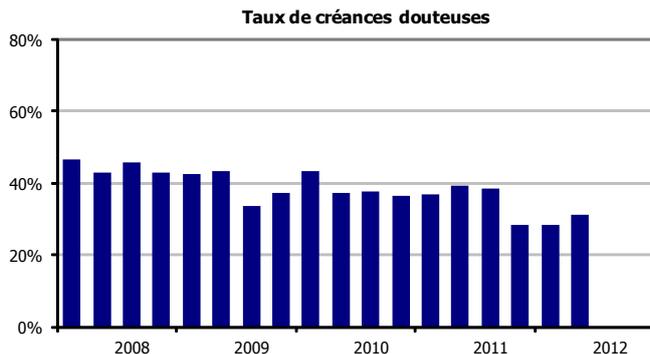
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock fin de trimestre (en nombre))



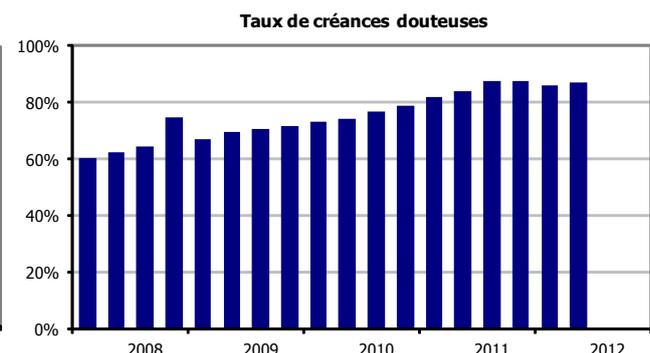
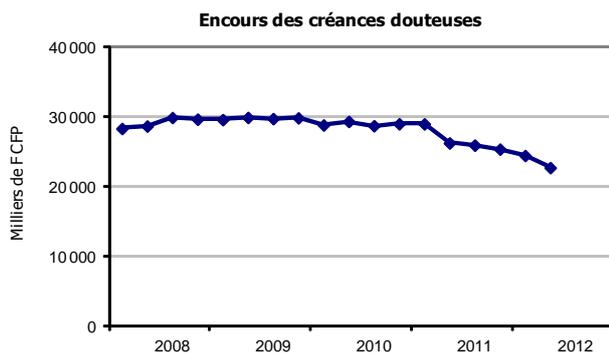
Taux de retrait de cartes bancaires (Retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs)



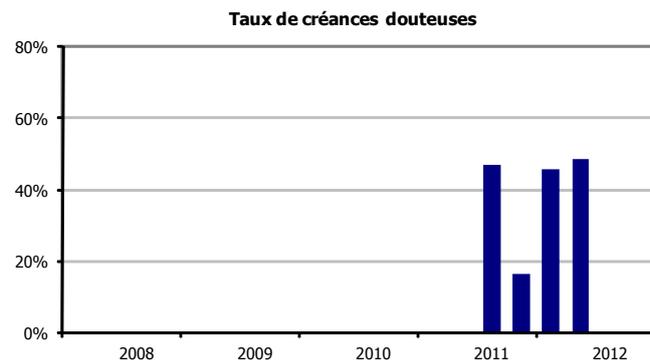
Commerce



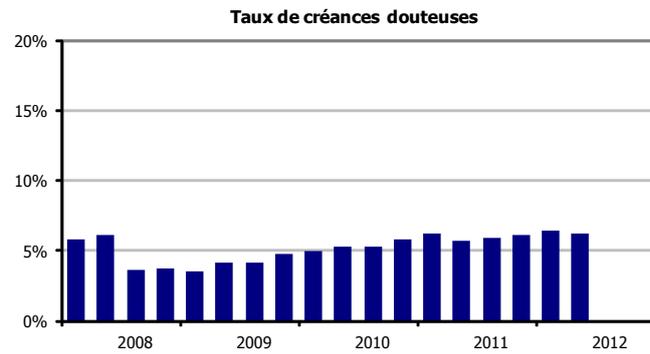
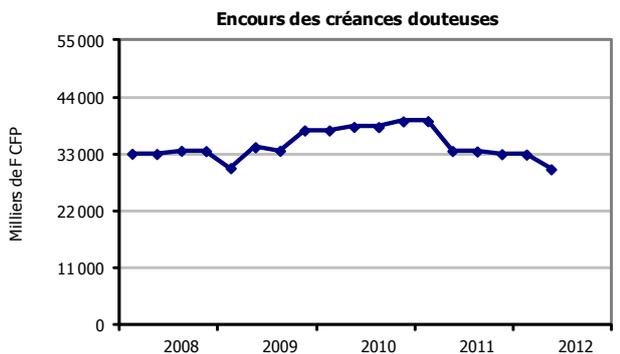
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services



6. Le financement des crédits bancaires

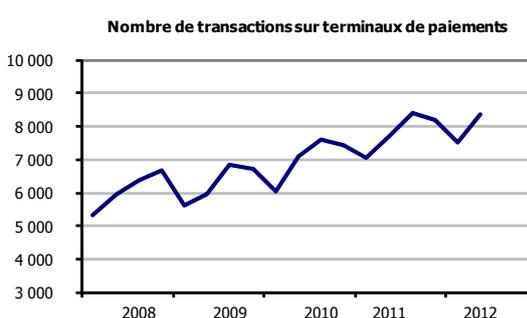
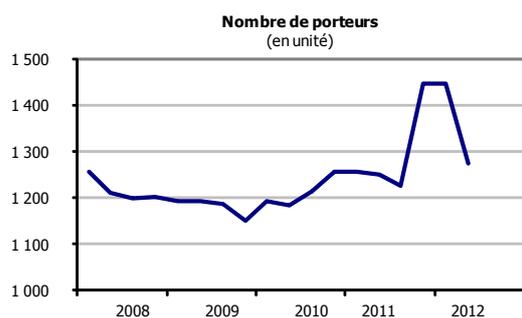
L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Emplois	4 336	5 108	3 652	3 797	3 898	4 835	5 014	4 561	-9,0%	20,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	69	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	1 469	1 441	1 181	1 277	1 370	1 604	1 651	1 660	0,5%	29,9%
Réserves obligatoires et libres	115	139	102	118	103	114	149	147	-0,8%	25,4%
Position extérieure nette des EC	2 752	3 458	2 368	2 402	2 425	3 117	3 215	2 754	-14,3%	14,6%
Ressources	4 336	5 107	3 651	3 797	3 898	4 834	5 014	4 561	-9,0%	20,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 605	4 407	2 971	3 114	3 210	4 143	4 309	3 813	-11,5%	22,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	701	700	678	682	683	686	686	686	-0,1%	0,6%
Excédent des opérations diverses des EC	30	0	2	1	5	5	18	62		
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

7. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

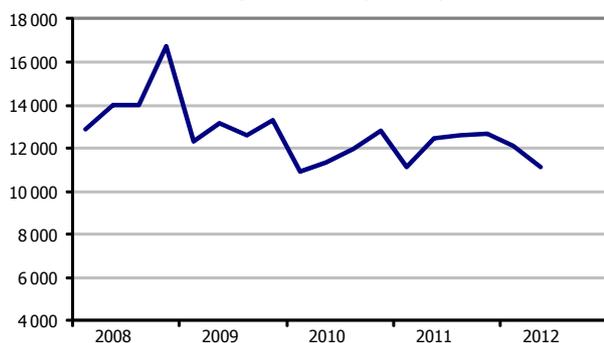
Monétique									Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Carte bleue	1 211	1 192	1 185	1 251	1 227	1 447	1 447	1 273	-12,0%	1,8%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-		
Cartes privatives	-	-	-	-	-	-	-	-		
Nombre de cartes	1 211	1 192	1 185	1 251	1 227	1 447	1 447	1 273	-12,0%	1,8%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	30	32	34	39	39	39	41	39	-4,9%	0,0%
Nombre de transactions	5 949	5 949	7 101	7 747	8 400	8 213	7 510	8 374	11,5%	8,1%
Montants (milliers de F CFP)	144 438	151 882	178 692	197 487	226 471	196 922	175 755	230 956	31,4%	16,9%
Moyenne par transaction (milliers de F CFP)	24	26	25	25	27	24	23	28	17,8%	8,2%
Automates bancaires (DAB, GAB)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 231	7 820	7 292	9 228	11 039	10 337	9 558	8 655	-9,4%	-6,2%
Montants (milliers de F CFP)	102 786	113 308	114 444	137 784	165 785	149 438	139 374	132 530	-4,9%	-3,8%
Moyenne par retrait (milliers de F CFP)	14	14	16	15	15	14	15	15	5,0%	2,6%



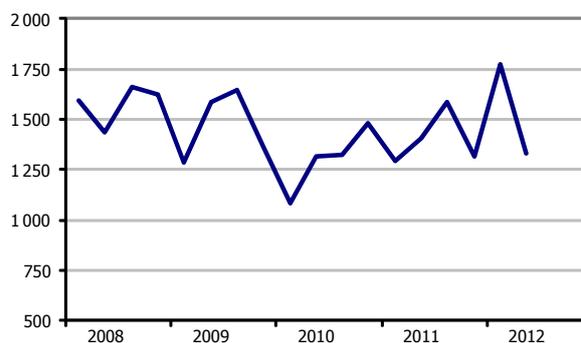
7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
En nombre	14 032	13 162	11 373	12 488	12 633	12 701	12 145	11 164	-8,1%	-10,6%
Chèques	6 502	5 975	6 323	7 180	7 149	7 172	6 807	6 421	-5,7%	-10,6%
Virements	7 250	6 880	4 766	4 860	4 985	4 973	4 835	4 309	-10,9%	-11,3%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	280	307	284	448	499	556	503	434	-13,7%	-3,1%
En millions de F CFP	1 437	1 589	1 314	1 406	1 587	1 320	1 772	1 330	-25,0%	-5,4%
Chèques	710	931	800	977	990	891	782	865	10,5%	-11,5%
Virements	718	653	510	403	584	419	975	452	-53,7%	12,2%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	9	5	5	27	14	9	14	13	-8,5%	-50,7%

Compensation des échanges de valeurs
(en nombre d'opérations)



Compensation des échanges de valeurs
(en millions de F CFP)



8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%	0,38%	0,71%

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	3 ^e Trim. 2011	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)
Taux de l'escompte de chèques	2,25% (4)	1,75% (6)	1,75% (6)	1,75% (6)
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25% (4)	1,75% (6)	1,75% (6)	1,75% (6)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25% (2)	1,00% (7)	1,00% (7)	1,00% (7)
Taux plafond	4,00% (2)	3,75% (7)	3,75% (7)	3,75% (7)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement - PBL	3,00% (3)	3,00% (3)	3,00% (3)	3,00% (3)
Taux plafond (taux SGFGAS)	6,00%-6,45%(5)	5,35%-5,80%(8)	5,65%-6,10%(9)	5,35%-5,80% (10)

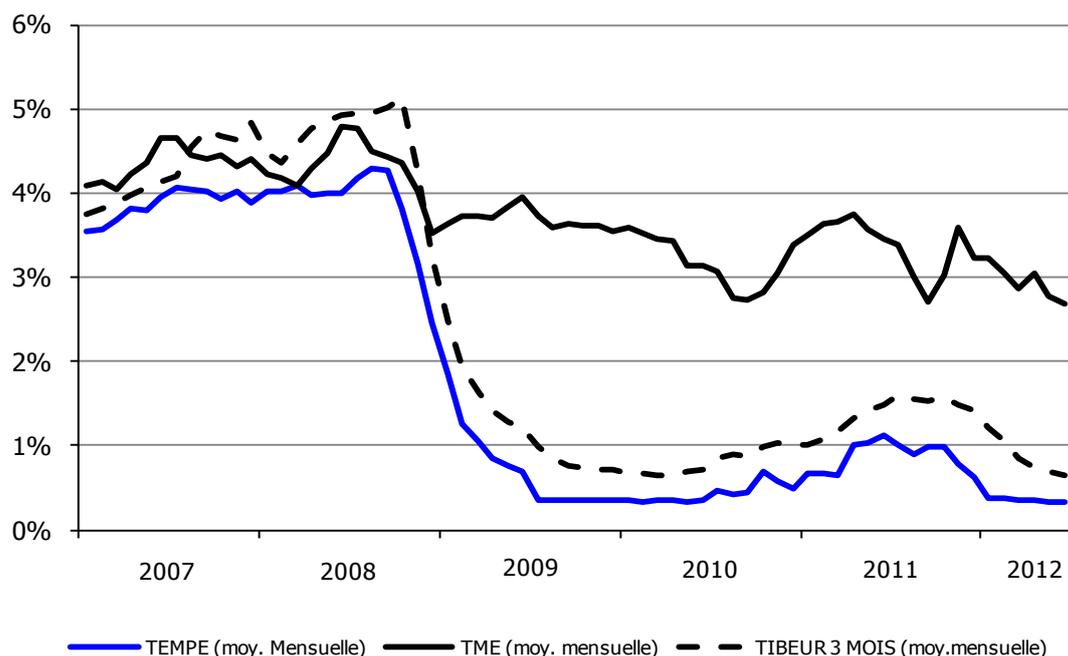
(1) à compter du 27/05/2010 (2) à compter du 19/05/2009 (3) à compter du 01/08/1996

(4) à compter du 13/07/2011 (5) à compter du 01/06/2011 (6) à compter du 14/12/2011

(7) à compter du 23/12/2011 (8) à compter du 01/11/2011 (9) à compter du 01/03/2012

(10) à compter du 01/05/2012

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Taux de l'usure

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 2010 change les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers n'entrant pas dans le champ d'application des articles L 312-1 à L 312-36 du code de la consommation. Les catégories d'opérations concernées sont désormais définies à raison du montant des prêts, comme précisé par l'arrêté du 22 mars 2011 fixant les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure.

Seuils de l'usure	3 ^e Trim. 2011	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%
- Prêts à taux variable	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%
- Prêts à taux relais	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%
Autres prêts				
-Prêts d'un montant < ou = à 181 862 F CFP (1)	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 F CFP et < ou = à 357 995 F CFP et prêts viagers hypothécaires	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	18,61%	18,16%	17,69%	17,15%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	10,46%	11,65%	12,51%	13,27%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,49%	16,62%	15,78%	14,81%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,34%	10,10%	10,60%	10,93%

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	3 ^e Trim. 2011	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%	9,61%	9,67%	8,99%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,29%	5,52%	5,45%	5,35%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,08%	6,36%	6,29%	6,37%
- Découverts en compte (1)	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,00%	6,36%	6,53%	6,49%

(1) y compris commission du plus fort découvert

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	3 ^e Trim. 2011	4 ^e Trim. 2011	1 ^{er} Trim. 2012	2 ^e Trim. 2012
- Découverts en compte (2)	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%

(2) y compris commission du plus fort découvert

Annexes méthodologiques

1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission FCFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Guy DELAMAIRE
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer : septembre 2012
Dépôt légal : septembre 2012 - n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681) 72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
IEOM-WF-Etudes -à- ieom.wf
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03